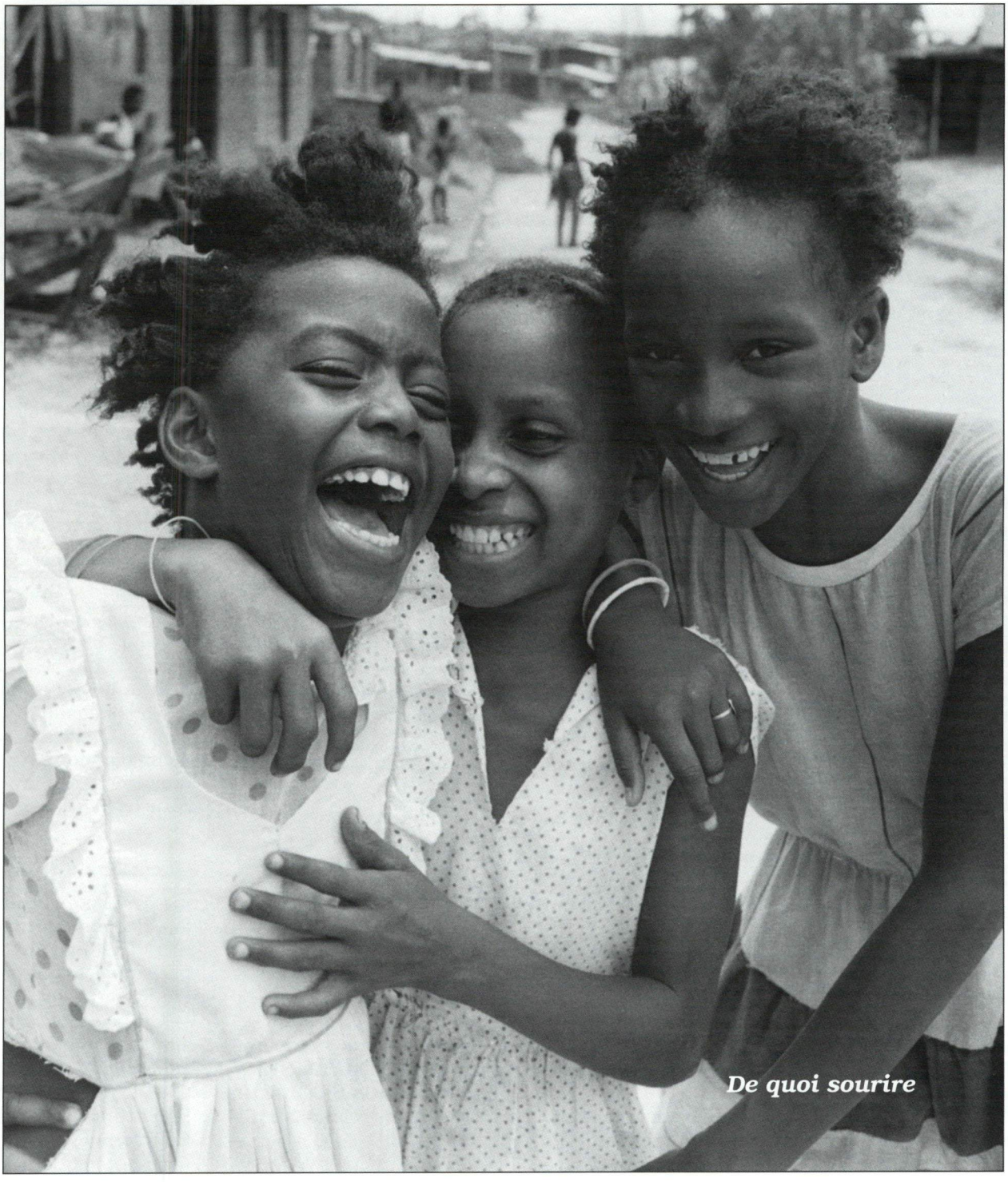
LA BID

Banque interaméricaine de développement • Avril 1997

Défis démographiques



De quoi sourire

L'artisanat prend son essor ■ Le travail ou féminin
La reconstruction du Guatemala ■ Finie la liberté de pêche

SOMMAIRE

PERSPECTIVE

L'artisanat prend son essor **3**
Les artisans dans la région se font respecter : ils doivent désormais pouvoir trouver des capitaux.

LA REGION

Les évolutions démographiques **4**
L'accroissement de la population latino-américaine se ralentit, ce qui pourrait avoir des conséquences imprévues pour les générations à venir.

REFLEXIONS

Finie la liberté de pêche **6**
Face à l'appauvrissement des stocks de poissons, les Etats-Unis prennent des mesures pour cantonner la pêche.

REPERES

Le travail au féminin **7**
Les hommes prédominent encore, mais la proportion des femmes au sein des actifs dans la région augmentera dans l'avenir.

L'ACTION DE LA BANQUE

Nouvelles sur le terrain **8**
Fournitures d'artiste à la portée de tous en Guyana ; les vertus du crédit au Salvador ; une nouvelle centrale à la Jamaïque ; agrandissement du réseau d'eau à Monterrey, au Mexique.

LA BANQUE

Les prêts verts prennent divers tons **10**
La BID a recadré le financement des projets de protection de l'environnement et de sauvegarde des richesses naturelles.

Solidarité mondiale pour le Guatemala **11**
Vingt-cinq pays et diverses organisations internationales concourent aux efforts de la BID en faveur de la reconstruction.

NOUVEAUX PROJETS

Récentes approbations **13**
Nouveaux fonds pour les petites et moyennes entreprises en Argentine, les exploitants agricoles au Panama, la modernisation des banques au Paraguay et capitaux-risques au Guatemala et au Mexique.

CULTURE

Des objets usuels aux formes inhabituelles **16**
Une exposition à la BID présente les arts décoratifs de Barcelone, qui vient d'accueillir la réunion annuelle de la BID.

EN COUVERTURE

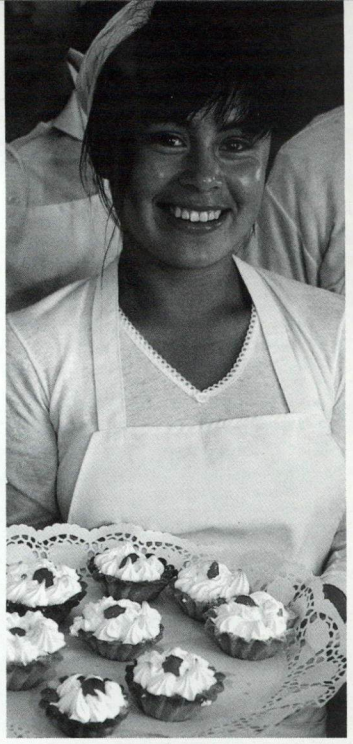
De quoi sourire
Des jeunes à Buenaventura (Colombie) jouent près des logements construits grâce à la Corporación Autónoma Regional del Cauca, aidée par la BID, qui a fourni l'eau et d'autres services aux propriétaires des terrains à bâtir. *(Photo par Carlos Conde).*

Volume 24 **Numéro 4**
LA BID décrit le développement de l'Amérique latine et des Caraïbes et les activités de la Banque. Elle est publiée dix fois l'an en anglais, en espagnol, en français et en portugais.

Il est permis d'en reproduire tout article, y compris les photographies, à condition de citer *LA BID.*

Rédacteur en chef
Roger Hamilton
Rédacteurs adjoints
Samuel Silva
Paul Constance
Aide à la rédaction
Claudia Estrada
Correspondant
David Mangurian
Conception
Cecilia Jacobson
Photographes
Willie Heinz
Luis Portillo
Traduction
Luc Labelle

Pour un abonnement gratuit à *LA BID*, contacter la Librairie de la BID, E-0105, Bureau des relations extérieures, BID 1300 New York Ave., N.W., Washington, D.C. 20577. Fax : (202) 623-1709 Tél. (202) 623-1753 Courrier électronique : idb-books@iadb.org



La Banque en bref
La Banque interaméricaine de développement (BID) est une institution financière internationale créée en 1959 pour favoriser le développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes. Elle compte 28 pays membres sur le continent américain et 18 hors de la région.

Depuis 36 ans, la BID participe à des montages financiers, qui ont pesé plus de 194 milliards de dollars. Elle encourage une distribution plus équitable des bienfaits du développement et elle a fait œuvre de précurseur dans le financement des projets à caractère social.

Questions ? Opinions ?

Vous pouvez contacter la rédaction électroniquement (editor@iadb.org) ou par courrier à l'adresse indiquée à gauche.

On peut obtenir une version électronique de *LA BID* sous « Services de presse » à la page d'accueil de la BID http://www.iadb.org. Cette version comporte des liens automatiques avec des communiqués de presse, des descriptifs de projet et divers documents.

WILLIE HEINZ — BID

Les artisans, comme cette couturière en République Dominicaine, ont besoin de crédits pour prendre de l'expansion.

L'artisanat prend son essor

Il y a trente ans, les innombrables façonniers, petits artisans, marchands ambulants et vendeurs à la sauvette en Amérique latine constituaient une ombre au tableau économique, quand on daignait bien les prendre en considération. Ils constituaient le secteur « marginal », ils évoluaient dans l'« économie souterraine ».

Puis, les pouvoirs publics assouplirent quelque peu leur jugement. Ils se mirent à regarder avec bienveillance ces moyens de subsistance pour les pauvres, qui méritaient une aide pour ne pas dire une aumône.

Aujourd'hui, la volte-face est complète. Les entreprises artisanales sont mieux comprises, voire appréciées. Finis les condamnations et le paternalisme, les petits artisans sont vus aujourd'hui tels qu'ils sont : de petits producteurs de biens ou prestataires de services, qui créent des emplois et concourent à l'économie nationale. Mais l'artisanat souffre de handicaps importants.

D'abord, il y a la pénurie de crédits. En Amérique latine, malgré le développement du secteur financier, il n'y a guère que 2 % des artisans qui sont admis dans les établissements de crédit.

Un sommet mondial sur l'artisanat, tenu à Washington en février dernier, a réfléchi aux moyens de leur consentir des prêts et d'égaliser ainsi les conditions de concurrence.

« Les entreprises artisanales ne sont pas que des activités de survie », a déclaré le président de la BID Enrique V. Iglesias lors de la séance de clôture du sommet,

Souvent, les artisans remboursent mieux leurs prêts que les grandes entreprises.

« mais de véritables entreprises ». En outre, a-t-il ajouté, les entreprises artisanales remboursent mieux leurs prêts que les autres entreprises.

« Les établissements de crédit voués aux artisans ne sont pas à tout jamais tributaires de subventions, a-t-il poursuivi, ils subviennent à leurs propres besoins et les artisans ne sont pas des bénéficiaires passifs, ce sont des clients précieux. »

La BID fut l'une des premières institutions à prendre conscience des immenses potentialités de l'artisanat. Au cours des 18 dernières années, elle a accordé des crédits totalisant plus de 450 millions de dollars à des milliers d'artisans. Mais, dans une région qui en compte 150 millions, elle sait qu'il faut faire bien davantage.

Il y a un an, la BID a lancé l'Initiative Micro 2001, qui prévoit un investissement de 500 millions de dollars en faveur des entreprises artisanales d'ici à 2001. Elle y donne suite.

Cette année, la Banque financera trois programmes de petits crédits à l'échelle nationale et trois autres en 1998. Ce concours financier sera assorti d'un programme de garanties, de réformes réglementaires et de prises de participation par le Fonds multilatéral d'investissement, administré par la BID. Ce Fonds créera aussi un mécanisme d'assistance technique doté de 20 millions de dollars pour moderniser les programmes de petits financements et élaborer de nouveaux produits financiers destinés aux artisans.

L'Amérique latine sort d'un long déclin économique. Il faut désormais aider les plus de 205 millions de personnes qui n'ont toujours pas le minimum vital. Les activités artisanales permettent à beaucoup d'entre elles d'améliorer leur sort.

Le rédacteur en chef

DEMOGRAPHIE

La pyramide des âges évolue dans la région

L'accroissement de la population se ralentit

par Paul Constance

Aux beaux jours des Beatles et de l'Alliance pour le progrès, il y a trente ans, beaucoup de démographes pensaient que l'Amérique latine et les Caraïbes couraient à la catastrophe.

Au début des années 60, les femmes dans la région avaient en moyenne six enfants. En raison de leur poussée démographique, de nombreux pays avaient de plus en plus de mal à nourrir et à instruire leurs citoyens, à leur donner un travail. Des millions de familles quittaient les campagnes pour s'installer dans les grandes villes, submergeant les services de l'Etat. Les spécialistes appelaient de leurs vœux de vastes programmes d'orthogénie pour empêcher la crise.

Mais la crise n'aura pas lieu. En fait, lors de la communication d'une étude menée par le Centre démographique latino-américain (CELADE) au siège de la BID en janvier dernier, Eduard Bos, spécialiste rattaché à la Banque mondiale, a déclaré que pour certains pays de la région s'ouvre un modeste « âge d'or » démographique, grâce à une révolution dans les comportements de reproduction.

Aujourd'hui, la femme latino-américaine a en moyenne trois enfants plutôt que six. Au Brésil, le pays le plus peuplé de la région, la fécondité serait de 2,29 enfants par femme, selon les chiffres du Bureau américain du recensement. A Buenos Aires, São Paulo et Mexico, les taux sont encore plus faibles. A l'horizon 2025, lorsque la population totale de la région sera proche de 700 millions, le taux moyen de fécondité aura chuté à environ 2, ce qui correspond au niveau américain d'aujourd'hui.

Les causes de cette rapide évolution démographique sont bien connues : la généralisation de la contraception, le niveau d'instruction plus élevé des femmes et la sensibilisation aux avantages économiques d'une famille plus petite. Mais on connaît moins bien les répercussions de cette évolution sur les trente prochaines années. En particulier, les hypothèses démographiques sur lesquelles reposent les politiques gouvernementales actuelles relatives à la santé, à l'enseignement, à l'emploi et aux retraites sont-elles encore valables ?

Pour trouver un élément de réponse, la BID a accordé son concours à la publication d'une étude du CELADE intitulée « Les répercussions des évolutions démographiques sur le social en Amérique latine », qui constitue l'un des plus vastes tours d'horizon de la question.

Cette étude constate que le profil démographique varie immensément d'un pays à l'autre. Il y d'une part les pays comme la Bolivie, le Guatemala, Haïti, le Honduras et le Paraguay dont les taux de fécondité sont encore supérieurs à 4. Ceux-ci connaîtront une grande poussée démographique pendant de nombreuses années et feront face aux difficultés économiques et sociales qui y sont liées. Il y a d'autre part les pays comme le Chili, l'Argentine, l'Uruguay, Cuba et le Brésil, dont le taux est d'ores et déjà inférieur à 2,5. Au cours des trente années à venir, les pays dont le taux de fécondité actuel est égal ou inférieur à 3 enregistreront les évolutions décrites ci-après, qui finiront par gagner toute la région.

Les tranches d'âge. Le déclin des taux de fécondité en Amérique latine aura pour effet surtout de rééquilibrer la pyramide des âges. Aujourd'hui, la population est considérée comme relativement « jeune », puisque 33,8 % ont moins de 15 ans. En 2025 toutefois, cette proportion aura chuté à 23,7 %, tellement que le chiffre absolu des enfants de moins de 15 ans restera pratiquement inchangé d'ici là (voir le diagramme).

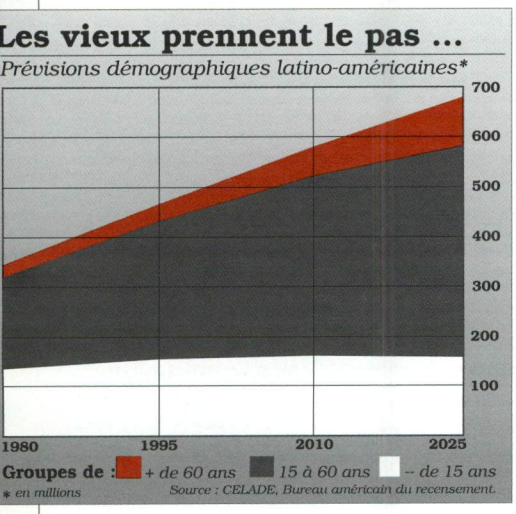
DAVID MANGURIAN — BID

A mesure que les adolescents deviendront adultes au cours des cinq prochaines années, l'Amérique latine connaîtra brièvement ce qu'Eduard Bos appelle un « âge d'or » démographique. En effet, le coefficient de dépendance, c'est-à-dire le nombre des moins de 15 ans et des plus de 60 ans, qui sont des personnes à charge, divisé par le nombre des 15 à 60 ans actifs, sera particulièrement faible pendant environ vingt ans, avant de remonter progressivement.

Cette évolution sera favorable à plusieurs égards. Le nombre des enfants, auxquels il faut destiner des services de santé et d'enseignement, se stabilisera, voire diminuera. « Voilà qui devrait permettre de généraliser et d'améliorer les services de l'Etat », affirme E. Bos.

Un faible coefficient de dépendance signifie aussi que les contribuables seront proportionnellement plus nombreux et donc que les gouvernements pourront financer des mesures sociales en faveur des personnes à

La pyramide des âges en Amérique latine : l'équilibre entre les enfants, les actifs et les retraités subira des mutations importantes.



charge, comme la sécurité sociale et les régimes de retraite publics. Cela permettra aussi de corriger les déséquilibres budgétaires des régimes de retraite, dont bon nombre servent déjà des pensions plus élevées que les cotisations qu'ils reçoivent.

Nouveaux défis. Les spécialistes font toutefois une mise en garde : il ne faut pas s'attendre à une manne financière découlant d'un faible coefficient de dépendance. Les déclins de la fécondité sont trop graduels pour peser dans la balance et créent généralement de nouvelles pénuries budgétaires dans d'autres domaines.

Ainsi, Claudio De Moura Castro, chef de la Division des programmes sociaux à la BID, estime que les scolarisations moins nombreuses dans le premier degré seront compensées par les inscriptions plus nombreuses dans l'enseignement du deuxième et du troisième degré. « L'amélioration de l'enseignement dans les écoles primaires réduit les abandons scolaires et les redoublements, affirme C. Castro. Cela veut dire que les élèves sont plus nombreux à vouloir terminer leurs études secondaires, de sorte que, au Brésil par exemple, on constate d'ores et déjà une pénurie dans les équipements scolaires secondaires. »

En outre, l'accroissement de la population en âge de travailler exacerbe la crise de l'emploi. L'étude de la CELADE montre que la concurrence pour les emplois bien rétribués s'avivera à la fois en chiffres absolus et entre les sexes.

A l'horizon 2020, lorsque les Latino-Américains issus de la vague des naissances des années 60 commenceront à prendre leur retraite, la région fera face à un défi encore plus grand. Le chiffre total des plus de 60 ans, qui sera proche de 100 millions en 2025, aura triplé. Le coefficient de dépendance en Amérique latine sera alors semblable à ce qu'il est dans le monde industrialisé, parce que les actifs seront moins nombreux et les retraités plus nombreux que jamais.

Les spécialistes de la santé font savoir que les besoins médicaux des personnes âgées, par exemple les soins de longue durée liés aux problèmes cardiaques et au diabète, alourdiront considérablement la charge des hôpitaux et des cliniques gérontologiques. « Nous constatons avec inquiétude que, dans quelques années à peine, avec l'accroissement de la population, les services beaucoup plus coûteux destinés aux personnes âgées augmenteront », a affirmé S. Ken Yamashita, démographe à l'Agence américaine de développement international.

La vague des retraites. La situacausée par le vieillissement de la population s'aggravera en raison de l'allongement de l'espérance de vie, qui est passé de 57 ans en 1965 à 69 ans aujourd'hui et atteindrait 75 ans en 2025. C'est donc dire que les personnes âgées, qui constitueront environ 14,2 % de la population totale en 2025, contre 7,6 % en 1995, seront tributaires des services sociaux pendant plus longtemps.

Enfin, les gouvernements latino-américains devront de plus en plus améliorer le planning familial. Aujourd'hui, la contraception moderne n'est pas encore généralisée, ce qui fait que tous les ans environ 4 millions de femmes se font avorter dans la région, selon l'Institut Alan Guttmacher à New York. La plupart des experts conviennent que les IVG seraient moins nombreuses si les femmes avaient les ressources et les connaissances nécessaires pour choisir des moyens contraceptifs sûrs.

La région a certes pu éviter la crise démographique que l'on prévoyait dans les années 60 mais elle devra faire face à des défis nouveaux sur le plan de l'enseignement, de l'emploi, des retraites et du planning familial. Les paris faits aujourd'hui dans ces domaines pourraient fort bien façonner le visage démographique de l'Amérique latine dans trente ans.

La liberté de pêche tire à sa fin

■ Les poissons étant aussi divers et libres que ceux qui les pêchent, il n'est pas étonnant que l'Etat, cherchant à sauvegarder nos richesses naturelles, ait beaucoup de mal à maîtriser la filière pêche.

Aux Etats-Unis, ce sont la surcapacité de la flotte et la surexploitation de la mer qui posent problème, a affirmé Nancy Foster, administratrice adjointe pour les pêches à l'Administration nationale américaine de la mer et de l'atmosphère, lors d'un récent colloque au siège de la BID à Washington.

Les stocks de poissons se raréfient

« Là où l'exploitation est libre, la surcapacité est un phénomène inéluctable », a-t-elle précisé, faisant allusion à la modernisation des engins de pêche, qui accélère l'appauvrissement des ressources halieutiques.

Les stocks de morue et de limande à queue jaune traditionnellement riches au large de la côte nord-est de l'Atlantique sont désormais officiellement classés « effondrés ». A ces espèces précieuses se substituent la roussette et la raie, qui forment désormais environ 75 % de la biomasse de cette zone de pêche. Les efforts de pédagogie auprès du public pour faire apprécier la chair de la roussette ont été couronnés de succès, et aujourd'hui cette espèce, qui était boudée il n'y a pas si longtemps, est en déclin elle aussi.

L'Administration nationale américaine de la mer et de l'atmosphère a pris des mesures pour limiter l'effort de pêche : elle a interdit jusqu'à nouvel ordre la construction de chalutiers, réduit les sorties en mer et augmenté la taille des mailles des filets de pêche. Dans le même temps, elle aide financièrement les pêcheurs à se reconvertir ou à restructurer leurs dettes et elle leur accorde un concours technique. Elle leur verse aussi de l'argent pour qu'ils cessent leurs actions de pêche.

Les prises accessoires posent problème aussi. Elles représentent plus du quart des captures commerciales mondiales.

Selon N. Foster, les captures accessoires sont le fait notamment des crevettiers du sud-est américain, car souvent des poissons qui auraient une valeur commerciale ainsi que des tortues marines se prennent dans leurs filets.

Depuis toujours, la concurrence joue à plein et les intérêts se heurtent dans la pêche, mais désormais toutes les parties concernées sont consensuelles sur la nécessité de sauvegarder l'habitat marin, affirme N. Foster.

Elle signale que les Etats-Unis se classent cinquièmes au monde pour l'industrie de la pêche et sont devancés notamment par le Pérou et le Chili.

DAVID MANGURIAN — BID

De nouvelles mesures s'imposent pour lutte

Assurance maladie : promo

■ Le débat sur l'assurance maladie vous fait peur ? Voici une promo intitulée « Assurance maladie : principes et pratiques » à l'intention des lycéens. Préparée par la Banque mondiale avec le concours de la BID, cette vidéo étudie les avantages et les inconvénients des assurances privées dans les pays peu développés où les services financés par l'Etat ont échoué. Elle examine deux cas de figure : un programme d'assurance hospitalière zambien et le Seguro Médico Para Maestros (SEMMA), organisation vouée à la santé en République Dominicaine.

Mieux couvrir les frais médicaux

La vidéo explique comment les assurances peuvent aider à financer les services médicaux, à créer les recettes indispensables pour embaucher les médecins, acheter des médicaments et ouvrir des centres sanitaires dans les localités excentrées. Elle fait valoir que les assurances élargissent l'accès aux soins et permettent aux malades de choisir un service en fonction de sa qualité.

Pour s'implanter, les programmes d'assurance maladie doivent surmonter deux grandes difficultés. D'abord, il y a ce qu'il est convenu d'appeler l'« antisélection », qui se produit lorsque les mauvais risques sont les plus susceptibles d'adhérer aux assurances.

Les programmes doivent donc recruter en grand, pour s'assurer que les recettes tirées des primes

ntre la raréfaction des stocks de poissons.

suffisent à couvrir les dépenses médicales en faveur des malades.

Il y a ensuite ce que la vidéo appelle le « risque moral » qui se pose lorsque les clients abusent des services médicaux après avoir adhéré à une mutuelle. Pour maîtriser les dépenses, les cadres au SEMMA ont fini par obliger tous les assurés à passer par un « sas » , où un professionnel de la santé décide de la nécessité d'une thérapeutique et prévoit des visites en conséquence.

La vidéo conclut en soulignant que, pour bien s'implanter dans les pays à revenus modestes, les assurances privées doivent impérativement s'adapter aux conditions locales et aux comportements des assurés.

Pour obtenir cette vidéo, en anglais seulement, communiquer avec Yordi Seium, (202) 473-4099 ou fax 8299, courrier él. yseium@worldbank.org.

FEMMES

Le travail au féminin

Les chiffres de l'emploi

Le monde du travail en Amérique latine a changé de visage au cours des trente dernières années. Les femmes y sont pour beaucoup.

En 1970, les femmes ne représentaient que 22 % des actifs dans la région. En vingt ans seulement, cette proportion a augmenté à 30 %. En l'an 2000, les femmes constitueront, selon les prévisions, 32 % de la main-d'œuvre.

En chiffres absolus, les 18,8 millions de femmes actives au début des années 70 sont désormais plus de 50 millions et seront 65 millions à la fin du siècle, selon une étude publiée récemment par le Centre de démographie latino-américaine, à Santiago au Chili (voir l'article page 4).

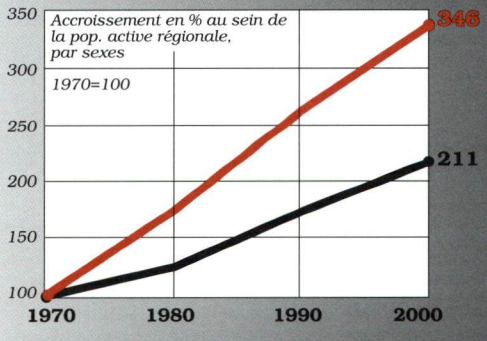
Cette évolution se vérifie dans toute la région. Les travailleurs masculins restent deux fois plus nombreux, mais l'écart diminue dans tous les pays.

« Les femmes n'ont pas encore développé tout leur potentiel démographique », affirme Gabriela Vega, rattachée à la Direction des femmes dans le développement à la BID. « Mais les évolutions qui sont constatées, de mieux en mieux d'ailleurs, donnent à penser que le poids relatif des femmes dans la main-d'œuvre continuera d'augmenter. Cela est susceptible de changer encore davantage la physionomie du monde du travail. »

Elle ajoute que les femmes représentent « un formidable gisement de productivité » pour l'Amérique latine et les Caraïbes. « La région devrait se donner pour projet économique de potentialiser le travail féminin. »

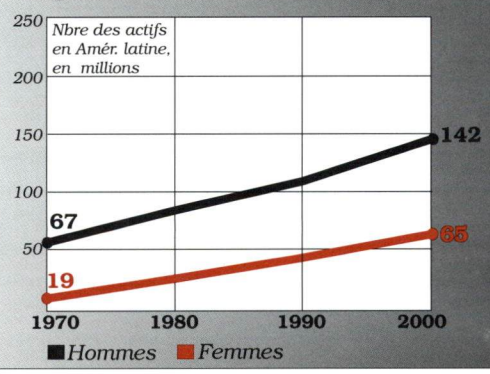
Les travailleuses arrivent en force, mais...

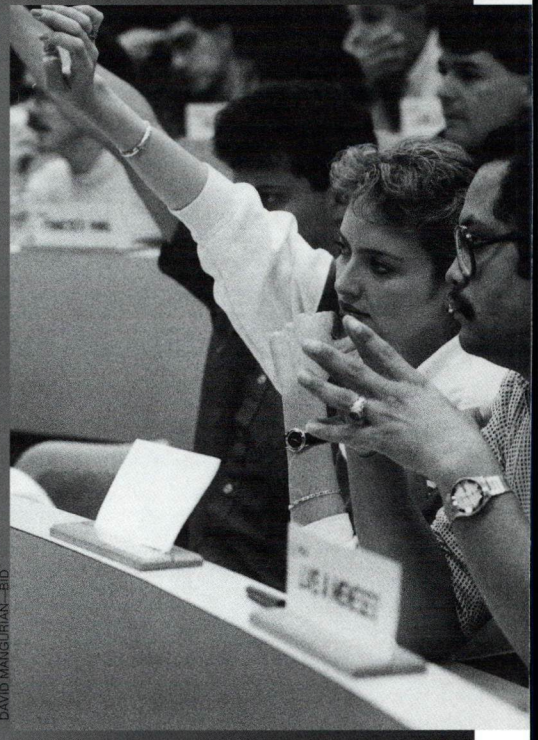
Leur proportion par rapport aux actifs augmente



...restent minoritaires

Proportion : encore de 2 pour 1





DAVID MANGURIAN—BID

Source : CELADE.

MEXIQUE

Histoire d'eau

L'expansion du réseau d'eau et d'assainissement de Monterrey, de 650 millions de dollars, financée en partie par la BID, s'est achevée en mars.

Près de 97 % des foyers dans cette ville industrielle de 3,2 millions de personnes, la troisième du Mexique, sont raccordés au réseau d'eau et d'assainissement ou à des fosses septiques. Il s'agit d'une des proportions les plus élevées en milieu urbain en Amérique latine.

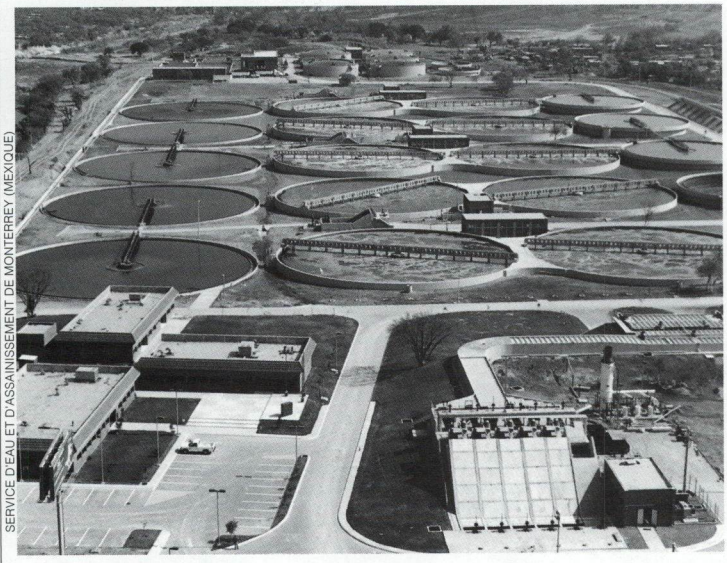
La ville rationnait l'eau parce qu'elle ne pouvait combler que 60 % de ses besoins, en raison notamment d'une sécheresse de trois ans. Le rationnement s'est terminé finalement grâce à l'érection d'un barrage sur le río San Juan à l'est de la ville et à l'atténuation de la sécheresse.

Pour acheminer l'eau depuis le réservoir jusqu'à Monterrey, il a fallu aménager un aqueduc ayant un diamètre de 2,1 mètres ainsi que cinq stations de pompage ayant une capacité de 10 mètres cubes d'eau par seconde.

La construction de trois stations d'épuration a permis de réduire considérablement la pollution dans la ville. L'amélioration des conditions sanitaires fera diminuer l'incidence des maladies intestinales qui était due à l'irrigation des cultures vivrières avec de l'eau contaminée.

La plus grande des stations d'épuration emprisonne le méthane et en assure la combustion pour produire de l'électricité. « Cela nous aidera à réduire les frais d'exploitation », affirme José Chavez, directeur administratif du Service d'eau et d'assainissement de Monterrey.

Le programme prévoit aussi l'analyse des déchets d'une dizaine de milliers d'établissements industriels et commerciaux, pour aider à réglementer les décharges.



SERVICE D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT DE MONTERREY (MEXIQUE)

Les stations d'épuration produisent aussi de l'électricité.

SALVADOR

Tout à son crédit

L'un des derniers conseils que Jorge Elias Bahaia Gueragosian a reçus de son père était le suivant : « Attention au crédit. Tu peux fort bien rembourser à temps pendant cinquante ans, mais si tu as le malheur de rater trois ou quatre mensualités, ton crédit sera ruiné à tout jamais. C'est comme briser du verre. C'est irréparable. »

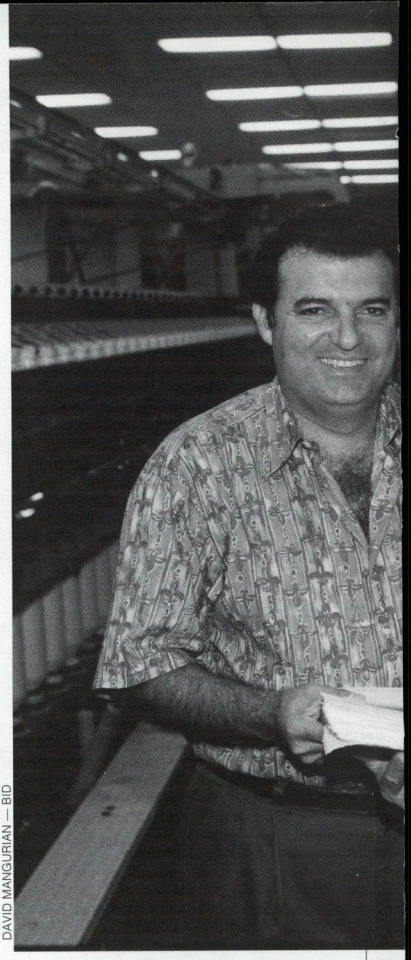
Aujourd'hui, J. Bahaia est un hommes d'affaires millionnaire. La seule garantie que les banques exigent de lui, c'est sa signature.

« Cette famille paie non seulement à temps mais avant les échéances », affirme Roxana Orellana de Mejía, administratrice à la Banque Cuscatlán.

Il en a toujours été ainsi. Le père de J. Bahaia, réfugié arménien débarqué de Palestine, est arrivé sans le sou au port d'Acajutla au Salvador en 1907. Il a emprunté l'équivalent de cinq dollars, s'est acheté des tissus et s'est fait vendeur ambulant. Sa famille vit à crédit depuis lors.

Le père de J. Bahaia, mort en 1964, a légué à son fils une maison et le grand magasin familial. « Mais il m'a surtout donné un nom me permettant d'emprunter », affirme-t-il.

J. Bahaia est devenu copropriétaire d'une fabrique de collants grâce à un prêt de 100 000 dollars. Il a appris le métier et en 1972 il a emprunté 1,2 million de dollars pour lancer sa propre manufacture de filés de coton et de tissus, Textufil.



DAVID MANGURIAN — BID

En 1992, alors que le Salvador cherchait à relancer son économie après une guerre civile de dix ans, il a obtenu un prêt de 5,3 millions de dollars auprès de la Banque Cuscatlan. Les fonds provenaient d'un prêt multisectoriel de 60 millions de dollars de la BID destiné à impulser l'économie salvadorienne et à solvabiliser les banques, nouvellement privatisées.

J. Bahaia a pu ainsi acheter des machines italiennes et suisses, qui lui ont permis de doubler sa production de filés à 500 tonnes par mois en important du coton de Memphis (Tennessee). Cet agrandissement, achevé en 1993, a créé 200 emplois.

« Savez-vous combien je dois aujourd'hui ? », demande-t-il de la manière dont les gens se vantent de ce qu'ils pèsent. « Je dois 133 millions de colons (soit environ 15 millions de dollars). »

« Ma vraie richesse, ce n'est pas mon argent, af-

Les bienfaits du crédit : Jorge Elías Bahaia Gueragosian et ses fils ont bâti l'entreprise familiale avec des emprunts sages.

firme-t-il, mais le bonheur de ma famille. » Il montre une photo des 32 membres du clan Bahaia à Lake Tahoe (Californie) lors d'un Noël récent, les pieds dans la neige, enveloppés dans d'épais manteaux et arborant de larges sourires. Il les y avait emmenés en avion.

« Tous les jours, je reçois deux ou trois de mes petits-enfants à ma table, dit-il. C'est là ma véritable richesse. »

JAMAIQUE

Electricité à petits prix

La production jamaïcaine d'électricité a fait un bond en décembre avec l'inauguration d'une nouvelle centrale au fuel de 60 000 kw.

L'une des premières dans le secteur privé à bénéficier d'un prêt de la BID, cette centrale de 122 millions de dollars représente aussi l'investissement privé le plus important en Jamaïque depuis la mise en valeur des mines de bauxite dans les années 60.

Le prêt de la BID, approuvé en 1993, n'aura pas de décaissement avant 1999. La Jamaica Private Power Company (JPPC) qui exploite la centrale, s'est servi de la garantie liée au prêt de la BID et à un prêt de la Banque mondiale, pour obtenir 81 millions de dollars sous forme d'obligations à cinq ans, à des conditions en-core plus favorables – 6,2 % – de l'Agence de développement des projets du bassin caribéen.

CRAIG WALSH

Un très grand investissement privé.

A échéance, ces obligations seront converties en prêts de la BID et de la Banque mondiale.

« Il s'agit d'un montage financier novateur », affirme Veljko Sikirica, spécialiste énergétique à la BID, qui faisait partie de la première équipe chargée du dossier. « Il se pourrait fort bien que le prêt ne soit jamais décaissé en entier. »

Lorsque ce montage nouveau et complexe a enfin vu le jour en octobre 1994, rappelle V. Sikirica, une foule d'avocats représentant les douze parties se sont entassés dans des bureaux à Washington et ont mis deux heures à signer la montagne d'accords financiers.

La centrale a recours à des générateurs à faible vitesse pour produire l'électricité. Cette technique, en usage aussi dans les long-courriers, permet de baisser les coûts de production parce qu'elle fait intervenir un pétrole brut bon marché et exige peu d'entretien. Les générateurs sont fabriqués par les chantiers espagnols Astilleros Españoles.

La JPPC bénéficie d'une concession de 20 ans pour l'approvisionnement en électricité. « Comme notre production est la moins coûteuse en Jamaïque, affirme Dana Smith, P.D.-G. de la JPPC, nous pourrons probablement assurer 20 % de la production nationale, bien que la centrale ne représente que 10 % de la puissance installée. »

GUYANA

L'art pour l'art

Un récent atelier en Guyana a porté sur les anciennes techniques de production de fournitures artistiques qui pourraient aider à réduire le coût de la pratique et de l'enseignement des arts.

Organisé sur le campus Turkeyen de l'université du Guyana, cet atelier a enseigné l'art de fabriquer des couleurs, des pinceaux voire des papiers à l'aide de méthodes indigènes. Ainsi, les étudiants ont appris à utiliser les argiles et les minerais locaux pour les peintures à l'eau.

Les étudiants emploieront ces méthodes dans les écoles publiques.

L'atelier en Guyana a été parrainé par le Centre culturel de la BID, dans le cadre de son Programme de promotion culturelle sur le terrain. L'an dernier, le Centre a retenu pour une subvention quinze projets parmi les 250 dossiers de candidature.

Dans le cadre d'un autre projet, 341 jeunes artistes mexicains ont soumis leur candidature à une exposition collective à Nuevo León (Monterrey) pour laquelle un jury retiendra cinquante œuvres.

Au Costa Rica, le programme parraine un concours de composition musicale entre les 26 pays membres de la Banque en Amérique latine et dans les Caraïbes, chacun devant présenter une œuvre symphonique originale à l'occasion du centième anniversaire du théâtre national costaricien.

DAVID MANGURIAN — BID

L'écologie vue par le gros bout de la lorgnette : l'épuration des eaux aide à améliorer le cadre de vie.

ENVIRONNEMENT

La BID apporte des nuances à ses prêts verts

La Banque élargit le chantier écologique

Désormais, la BID élargira ses prêts en faveur de la protection de l'environnement et de la sauvegarde des richesses naturelles à des domaines qui ne rentrent pas normalement dans le cadre de l'écologie.

Selon le *Rapport annuel* 1996 de la BID *sur l'environnement et les ressources naturelles*, le financement des projets de la BID reposera sur l'idée que la défense de l'environnement n'est suivie d'effets que si les conditions économiques et sociales s'améliorent. Les projets à caractère écologique doivent s'inscrire dans un effort plus vaste visant à moderniser l'Etat, à faire reculer la pauvreté, à favoriser la justice sociale, à améliorer le capital humain et à renforcer les institutions démocratiques.

Le rapport donne l'exemple de la stratégie concernant les ressources en eau, qui sera dévoilée bientôt. Les futurs projets ne seront plus consacrés exclusivement à un chantier particulier, ils viseront à opérer des changements dans des domaines connexes, en faisant intervenir les collectivités locales et les entreprises.

Ainsi, une stratégie sur le littoral et les ressources de la mer, en voie d'élaboration, prend en compte la nécessité de répondre aux besoins économiques et sociaux plus vastes.

Dans le cadre du recadrage de ses politiques, la Banque a remanié en profondeur le dispositif qui lui permet de contrôler la qualité environnementale de ses projets. Au cours des quinze dernières années, le Comité de l'environnement de la Banque a étudié les dossiers de prêts à la lumière de leurs éventuelles répercussions sur l'environnement, en proposant des mesures pour les atténuer.

L'an dernier, la Banque a chargé ce comité d'examiner aussi les répercussions sociales des projets financés par la BID, le rebaptisant Comité sur les répercussions environnementales et sociales.

Prêts à la hausse. Selon le rapport, la BID a approuvé douze prêts visant l'environnement et le Fonds multilatéral d'investissement a accordé l'an dernier des dons, totalisant 814 millions de dollars, contre 796 millions l'année précédente. Ces opérations visaient surtout à améliorer le cadre de vie urbain.

En outre, la Banque a approuvé l'an dernier 50 coopérations techniques totalisant 276 millions de dollars, soit une hausse de 70 % par rapport à 1995. Beaucoup de ces opérations accompagneront les efforts de la BID en faveur de l'élaboration des politiques, de l'administration de cadres institutionnels et juridiques.

Au Sommet sur le développement durable en décembre à Santa Cruz en Bolivie, la BID a fait savoir qu'elle envisageait de financer des projets écologiques pesant quelque 10 milliards de dollars pendant la période 1997-1999. Comme la BID élargit la définition de la protection de l'environnement, ces projets concerneront par exemple, non seulement l'aménagement des forêts, mais aussi la réforme de l'Etat, la société civile, la santé, l'éducation, etc.

☎ Pour obtenir ce rapport en anglais ou en espagnol, contacter la Librairie de la BID : tél. (202) 623-1753 ou fax 1709, courrier él. idb-books@iadb.org.

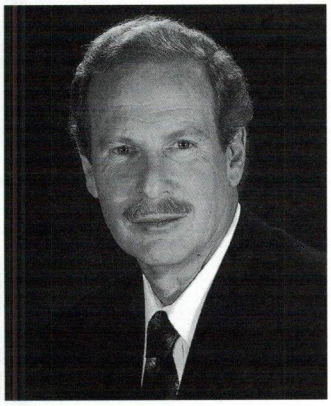
BRUXELLES

Dons de 1,9 milliard de dollars pour le Guatemala

La BID préside une réunion internationale

Les délégués de 25 pays et de 22 groupes internationaux ont annoncé des dons de 1,9 milliard de dollars sur quatre ans pour soutenir les efforts du Guatemala en faveur de la reconstruction au terme de 36 années de conflit armé.

Les annonces faites à une réunion du Groupe consultatif pour le Guatemala à Bruxelles en janvier dernier ont suivi la signature des accords de paix définitifs le 29 décembre dernier par le Gouvernement guatémaltèque et les guérilleros du Front révolutionnaire national guatémaltèque (URNG). Miguel E. Martínez, administrateur pour la BID d'un groupe de pays comprenant le Guatemala, a présidé la réunion.



AMBASSADE DU GUATEMALA

Arzú : une ère nouvelle.

Dans sa communication, le président guatémaltèque Alvaro Arzú a remercié la communauté internationale d'avoir impulsé les négociations de paix. Une ère de respect des droits de l'homme et de développement équitable s'ouvre désormais au peuple guatémaltèque, a-t-il affirmé.

Le président de la BID Enrique V. Iglesias a félicité le président Arzú et l'URNG pour la signature des accords de paix, qui, à son avis, jettent les bases de la réconciliation nationale. Dans le même temps, il a souligné l'immensité du défi que représentait la mise en œuvre de ces engagements.

Assistaient aussi à cette réunion le prix Nobel Rigoberta Menchu, le secrétaire général de l'OEA César Gaviria et le vice-président de la Commission européenne Manuel Marín.

A cette occasion, la BID a annoncé des prêts importants pour la période 1997-2000 en faveur du plan de paix, avec les objectifs suivants :

- ▶ Insérer les populations indigènes pauvres dans l'économie.
- ▶ Améliorer les services sociaux.
- ▶ Renforcer l'Administration, restructurer les dépenses publiques et améliorer les contrôles financiers.
- ▶ Aider l'agriculture, le secteur énergétique, les télécommunications et les transports.

A Bruxelles aussi, la BID et le Guatemala ont signé des contrats de de prêt de 50 millions de dollars pour un fonds spécial de développement local dans le cadre du Programme de paix. Les collectivités locales prépareront des projets d'organisation des services sociaux et d'ouverture de débouchés économiques.

Une réunion de suivi aura lieu plus tard cette année au Guatemala pour examiner les progrès accomplis. La prochaine réunion consultative aura lieu dans les dix-huit mois qui suivront.

Plan en quatre temps

Le plan de paix a quatre axes :

- ▶ Démobiliser les combattants.
- ▶ Dispenser des formations.
- ▶ Soutenir le développement économique.
- ▶ Moderniser l'Etat.

Le plan prévoit une aide immédiate pour les réfugiés, les veuves et les orphelins, les anciens combattants et les victimes de la guerre civile.

Le programme créera aussi un fonds pour favoriser l'accession des pauvres à la propriété foncière. Des mesures seront prises pour faire respecter les droits de l'homme, renforcer la démocratie, réduire la corruption, réaménager la justice et restructurer les forces militaires.

DAVID MANGURIAN — BID

Un nouvel avenir se dessine pour les campagnes guatémaltèques.

PRETS

Le nouveau mécanisme de prêts s'impose

Les montages en monnaie unique ont la faveur

Le mécanisme de prêts en monnaie unique, aménagé en octobre dernier, recueille la faveur populaire à la BID.

Des prêts en monnaie unique totalisant environ 2,7 milliards de dollars ont été approuvés en 1996. Ils représentent environ 40 % du total des prêts. En outre, des prêts de 3,1 milliards de dollars qui avaient déjà été approuvés selon la méthode de panachage des devises ont été convertis en prêts en monnaie unique. Dans tous les cas, les emprunteurs ont choisi les dollars E.U.

Les emprunteurs qui préfèrent une monnaie unique peuvent choisir une des quatre monnaies fortes : yens japonais, deutsche mark, francs suisses, dollars E.U. Ou alors ils peuvent panacher les monnaies : dollars E.U., yens japonais et diverses devises européennes.

Nouveaux taux. Par ailleurs, la BID a fait connaître les variations semestrielles de ses taux pour la fraction en devises convertibles des prêts supportés par le capital ordinaire pour la première moitié de 1997.

Le taux qui s'applique à la fraction non remboursée des prêts à taux variable dans le cadre du mécanisme à monnaie unique est de 6,90 % pour les dollars E.U., de 6,95 % pour les deutsche mark, de 3,69 % pour les yens japonais et de 4,98 % pour les francs suisses. Les taux au cours du second semestre de 1996 étaient de 6,87 % pour les dollars, de 7,18 % pour les mark, de 3,73 % pour les yens et de 5,13 % pour les francs.

Les taux qui s'appliquent aux prêts à taux variable avec panachage des devises ont été assouplis : ils sont de 6,68 % au premier semestre de 1997, contre 6,67 pendant la période précédente. Pour les prêts approuvés entre 1983 et 1989, le taux est de 6,73 %, contre 6,15 % auparavant. Les taux de la BID se fondent sur le coût des capitaux sur les marchés internationaux.

La réunion annuelle attire 5 000 personnes

L'Assemblée des gouverneurs de la BID a tenu sa trente-huitième réunion annuelle à Barcelone (Espagne) du 17 au 19 mars.

Il y a été question notamment des prêts comportant un élément de libéralité – notamment des taux réduits et une longue période d'amortissement – pour les pays moins développés de la région. Ces prêts dits « concessionnels » constituent un des grands axes de la stratégie de la Banque en faveur des pays pauvres. Mais les ressources destinées à cette fin se tarissent depuis quelque temps.

La réunion a été précédée de quatre séminaires sur l'urbanisation, le financement des PME-PMI, les technologies bancaires et la réforme et l'évaluation économiques.

Quelque 5 000 personnes – délégations officielles, représentants d'organisations internationales, d'entreprises privées et d'ONG, journalistes – y ont assisté.

La réunion de la BID est le plus important forum annuel sur l'Amérique latine et les Caraïbes.

LA BID du mois de mai présentera un reportage complet sur cette assemblée.

L'économie en marche.

CYBERMONDE

Analyses de pays sur Internet

Avec les recadrages

Désormais, on peut trouver à la page d'accueil de la BID sur Internet les analyses de la situation économique des pays de l'Amérique latine et des Caraïbes en 1996.

Les comptes rendus nationaux, qui faisaient autrefois partie du *Rapport annuel sur le progrès économique et social en Amérique latine* de la BID, indiquent aussi les grandes réorientations en 1996, les premiers résultats économiques de cette année et les perspectives à moyen terme.

Ces analyses que l'on trouve sous la rubrique « Recherches et statistiques » à la page d'accueil de la BID (www.iadb.org) sont annuelles. Un tour d'horizon statistique de la région, que l'on peut consulter à la sous-rubrique « Bases de données », est actualisé tous les mois.

Les comptes rendus sont rédigés par les économistes de la BID et les données statistiques sont recueillies par le Service des statistiques et de l'analyse quantitative de la Banque.

PRETS

Argentine... 100 millions de dollars pour aider les PME-PMI.

Ces ressources permettront de financer des concours techniques et des actions de formation qui auront été prévus dans les plans économiques de quelque 2 500 entreprises.

Les chefs d'entreprise recevront une aide aussi pour nouer des alliances qui accroîtront leur compétitivité et ils auront accès à un répertoire informatisé d'experts-conseils et de services aux entreprises.

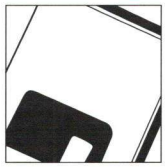
Des informations seront diffusées dans les milieux d'affaires, sur les débouchés extérieurs et les stratégies pour être concurrentiel dans une économie ouverte.

Le programme sera organisé et coordonné par le ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Exploitation minière, mais les services seront fonction de la demande et répondront aux besoins exprimés par les entreprises. Un effort sera fait pour encourager la participation des femmes à toutes les étapes du projet.

Le coût total du programme s'élève à 200 millions de dollars.

FONDS MULTILATERAL D'INVESTISSEMENT

Argentine... 1,9 million de dollars sous forme d'assistance technique pour les entreprises artisanales dans les villes de La Plata et Mendoza. Les ressources permettront des formations intéressant l'administration d'entreprises et des questions financières comme le fisc et le respect des lois et règlements.



Ce programme sera mis en œuvre par la Confederación General Económica.

Panama... 1,4 million de dollars pour les petites et moyennes exploitations agricoles.

Ce programme vise à assurer des services et la diffusion d'informations commerciales à l'intention des producteurs, tout en mobilisant des investissements privés en faveur de la filière agricole (production, transformation, entreposage, transport, distribution).

Ces fonds serviront à renforcer l'Unión Nacional de Productores Agropecuarios de Panamá, ▶ ▶

INFORMATIONS SUR LES MARCHES DE LA BID

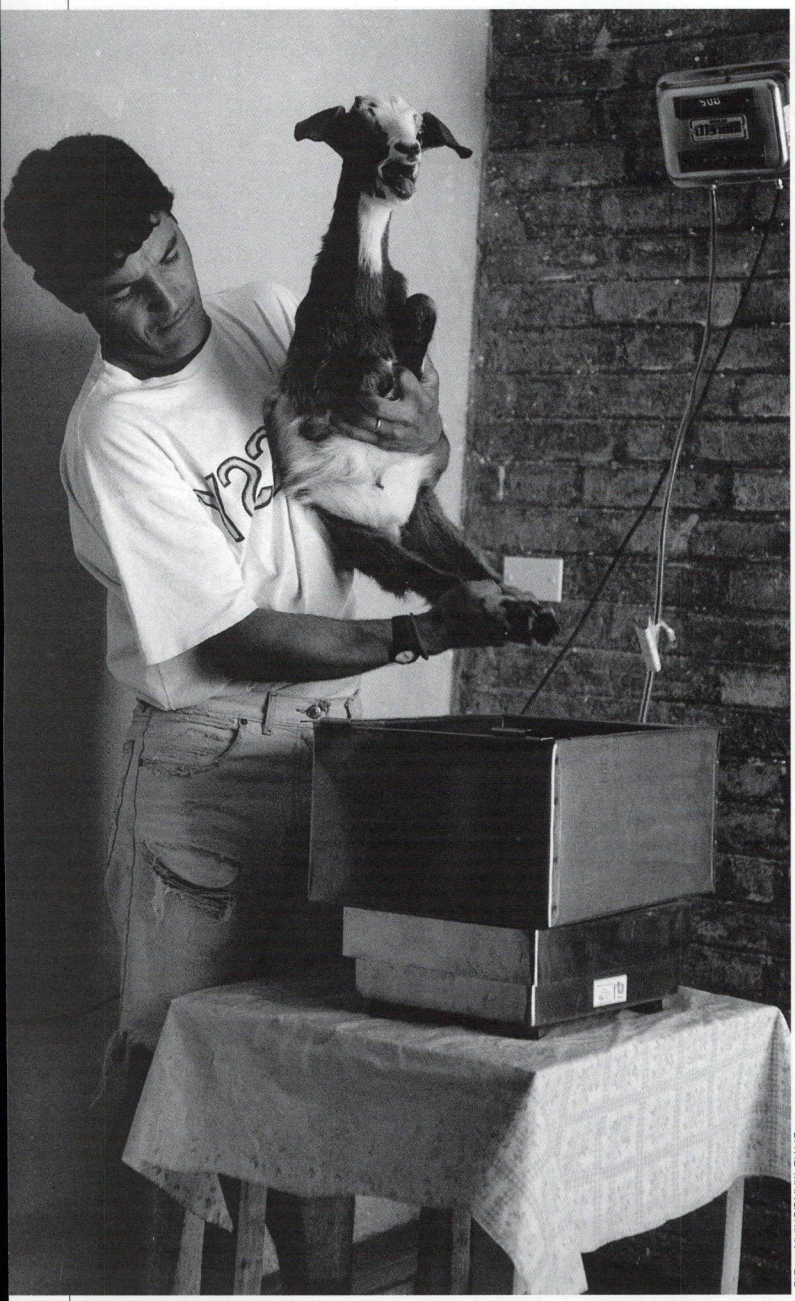
Le mensuel *IDB Projects* donne plus de détails sur ces projets et d'éventuels marchés de fournitures, de travaux publics et de services. Il décrit les projets récemment approuvés et ceux que la BID envisage de financer. Il publie aussi des avis de passation de marchés et d'adjudication.

Pour obtenir gratuitement un exemplaire de *IDB Projects*, contacter la Section d'information publique. Tél. (202) 623-1397, fax (202) 623-1403. On peut consulter cette publication sur Internet à http://www.iadb.org.

WILLIE HEINZ — BID

Vulgarisation agricole al fresco

Des paysans de la paroisse de Tambillo dans la province de Pichincha (Equateur), réunis à la ferme d'Eunice Echeverría-Binueza, écoutent un agronome de l'Administration parler de techniques de culture du maïs. Un prêt de 50 millions de dollars consenti par la BID en 1986 a aidé à élargir les programmes fédéraux de formation technique en Equateur.



DAVID MANGURIAN — BID

L'angoisse devant la balance

Un technicien prépare un chevreau à la pesée au Centre régional Mendoza pour la recherche scientifique et technique en Argentine. Ces travaux s'inscrivent dans un projet, financé par la BID, qui vise à l'hybridation de chèvres européennes ayant un grand potentiel laitier avec des espèces locales adaptées au climat aride de Mendoza.

▶▶ qui est le maître d'œuvre du programme.

Paraguay... 1,2 million de dollars pour améliorer l'efficacité et la transparence du secteur bancaire.

Ces ressources aideront le Bureau de contrôle bancaire à mettre en place un cadre réglementaire plus moderne pour les banques, les établissements financiers et d'autres établissements de crédit, et à former et perfectionner son personnel technique.

En outre, de nouveaux systèmes informatisés favoriseront les contrôles et les évaluations du Bureau.

Ce programme vise à créer un système financier plus stable et fiable qui encouragera l'épanouissement du secteur privé.

SOCIETE INTERAMERICAINE D'INVESTISSEMENT

Rép. Dominicaine... deux prêts totalisant 3 millions de dollars consentis au Banco Intercontinental pour aider à développer les opérations de crédit-bail de 60 PME-PMI dans le secteur industriel, les transports et le tourisme.

Cet investissement encouragera l'expansion du secteur privé en facilitant l'acquisition de biens d'équipement par le crédit-bail, et il soutiendra le programme gouvernemental de renforcement du secteur financier.

L'investissement initial s'élève au total à 6,5 millions de dollars, dont 3,5 millions sont assurés par le Banco Intercontinental et sa banque à vocation multiple BANKINTER.

Salvador... 2 millions de dollars de prise de participation dans la firme Bon Appetit S.A. (BASA) pour soutenir son agrandissement et sa modernisation et lui permettre d'être l'un des grands fabricants d'eaux gazeuses en Amérique centrale.

Cet investissement permettra à la BASA de renforcer sa présence sur les marchés d'intérêt national et régional et de faire face à ses obligations en devises.

Guatemala... 3 millions de dollars sous forme de prêt et de prise de participation dans la limite de 500 000 dollars dans la firme Factorrent, qui aidera les PME-PMI en proposant une ligne de crédit pour développer le crédit-bail.

Mexique... investissement de 5 millions de dollars dans la création du fonds décennal Inversiones Privadas Latinoamericanas L.P. (IPL), qui aidera les moyennes entreprises à financer leurs frais d'exploitation et d'entretien ainsi que leur expansion.

Le fonds IPL est l'un des premiers fonds privés de

prises de participation parrainés par un groupe mexicain. Il cherchera à attirer des investisseurs étrangers pour les firmes mexicaines ou comportant un élément mexicain important, et visera à inscrire à la bourse locale les firmes qui composent son portefeuille.

Mexique... prêt de 7 millions de dollars à la firme Monarch S.A. et une prise de participation jusqu'à concurrence de 2,55 millions de dollars dans la Holding S.A., pour une exploitation florale de 100 hectares, orientée vers les exportations, et une société d'emballage.

Le projet créera plus de 2 000 emplois, destinés aux sans-emploi dans une région qui a peu de débouchés économiques.

Paraguay... deux prêts totalisant 3 millions de dollars à la Merco-Fluvial et à la firme Hidro Gas en vue de l'acquisition de chalands-citernes pour le transport de gaz de pétrole liquéfié (G.P.L.).

Ce chaland, dont l'usage est commun aux Etats-Unis et en Europe, est nouveau dans la région, où le transport de G.P.L. se fait par camion. Le projet augmentera l'efficacité et la sûreté des expéditions entre l'Argentine et le Paraguay, dans le respect de l'environnement.

OBLIGATIONS

En rand... émission de 150 millions de rand sud-africains (33,5 millions de dollars E.U.) sur l'euromarché. Les obligations, qui viennent à échéance le 19 février 2002, portent un taux de 14,63 % et ont été placées à 101,67 % de leur prix.

La J.P. Morgan Securities a été le chef de file de cette émission, garantie par un syndicat de 16 établissements financiers.

En livres sterling... émission de 150 millions de livres sur l'euromarché, avec un taux de 7,25 %, venant à échéance le 31 décembre 2002.

La Hambros Bank et la Dresdner Kleinwort Benson ont été les chefs de file de cette émission, qui a été placée à 101,083 % de son prix. Dix-sept autres banques internationales y ont participé.

En couronnes tchèques... émission de 2 milliards de couronnes tchèques (environ 74 millions de dollars E.U.) sur l'euromarché, en deux tranches.

La première, de 1,5 milliard, lancée le 3 janvier, a été placée à 100,73 % de son prix. La seconde, de 500 millions, lancée le 9 janvier, est interchangeable avec la première et elle a été placée à 100,79 %. La Deutsche Morgan Grenfell a été le chef de file pour les deux tranches, qui arrivent à échéance le 15 janvier 1998. Le produit de cette émission, échangé contre un financement en dollars E.U. à taux variable, sera incorporé au capital ordinaire de la BID en vue du développement social et économique de la région.

En yens... émission d'obligations de 9,6 milliards de yens sur l'euromarché, venant à échéance en 2007, avec un taux de 3,07 % en dollars E.U.

IBJ International plc a organisé l'émission, placée à 100,20 % de son prix.

En dollars canadiens... émission d'obligations de 100 millions de dollars canadiens sur l'euromarché, venant à échéance le 10 février 2023, avec un taux de 6 % et placées à 101,45 % de leur prix.

La Scotia McLeod a été le chef de file de cette émission.

NOUVEAU FONDS FRANCAIS

La France et la BID ont créé le Fonds français de coopération technique pour financer des activités de conseil liées aux projets de la BID. Ce fonds de 20 millions de francs français (environ 4 millions de dollars) sera administré par la BID.

Un autre accord entre la France et la BID prévoit des coopérations pour les prêts comportant un élément de libéralité ainsi que des dons destinés aux projets de développement. Les deux parties tiendront des concertations pour recenser les projets se prêtant à des concours financiers et évaluer leur efficacité.

FINANCEMENT SUISSE POUR LE PRIVE

La Suisse a apporté 1 million de dollars au Fonds suisse afin de financer la sélection et la préparation de projets d'investissement privé et d'équipement.

Ces ressources permettront des études de faisabilité, des évaluations financières et la préparation de projets dans les petits pays d'Amérique latine et des Caraïbes où il est difficile d'obtenir des financements bancaires. Les projets retenus pourront être admis à bénéficier de nouveaux financements de la BID et d'autres bailleurs de fonds.

NOUVEL ADMINISTRATEUR

Edgard A. Guerra a été nommé administrateur suppléant pour le Belize, le Costa Rica, le Guatemala, le Honduras, le Nicaragua et le Salvador. Ressortissant nicaraguayen, il s'est joint à la Banque en 1972 à titre d'administrateur auxiliaire stagiaire. Il était récemment chef de la Section des règlements.

WASHINGTON

Des objets usuels aux formes inhabituelles

Exposition sur le design barcelonais

A l'aube de la révolution industrielle, lorsque les fabriques ont commencé à remplacer les artisans, on se demandait qui allait concevoir les nouveaux produits.

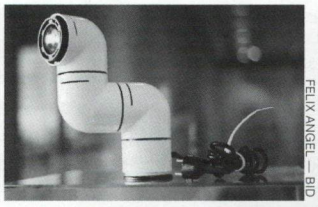
Personne, d'abord. Les nouvelles fabriques produisirent tout simplement des copies conformes d'objets traditionnels. Bientôt, un nouveau métier vit le jour : celui de designer, ou styliste. La conception artistique, innovante et expérimentale, conjuguée à l'obligation pour la forme d'épouser la fonction, permit de renouveler notre cadre de vie.

L'un des grands centres de design industriel est Barcelone, qui vient d'accueillir l'assemblée annuelle de la BID. Les objets qui y ont été produits – tabourets, batteurs voire un dessin de la cathédrale de Barcelone – étaient en montre récemment à la BID à Washington, dans le cadre de l'exposition intitulée « De Gaudi aux Jeux olympiques », organisée par le Centre culturel de la Banque.

Barcelone se lança dans le design au moment où l'Europe du XIX[e] siècle rompait avec les traditions artistiques impersonnelles. Le nouveau mouvement artistique pris des noms différents d'un pays à l'autre : Art Nouveau, Jugendstil, De Stijl et, en Espagne, *modernismo*.

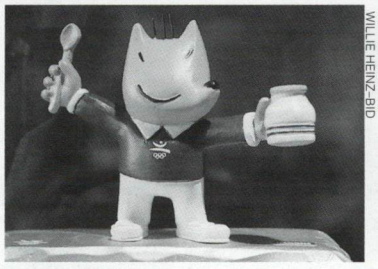
Le chef de file du modernisme espagnol fut sans doute le grand architecte Antoni Gaudí. Il a conçu les objets mobiliers de ses bâtiments et quelques-uns d'entre eux font partie de l'exposition de la BID.

CAPELLA & LARREA ARQUITECTOS



FELIX ANGEL — BID

Chaises par Oscar Tusquets (à gauche, lampe par André Ricard (ci-dessus) et « Cobi » par Juli Capella Samper.



WILLIE HEINZ-BID

CAPELLA & LARREA ARQUITECTOS

Lampe par Enric Franci et chaises par divers designers barcelonais.

WILLIE HEINZ-BID

Le *modernismo* a subsisté au XX[e] siècle et s'est fondu à un nouveau mouvement, issu de l'Exposition Internationale des Arts Décoratifs en 1925. L'exposition de la BID en montrait un exemple : un flacon de parfum en bakélite – qui était un matériau nouveau – conçu par le propriétaire même de la parfumerie, Esteve Monegal.

La guerre civile d'Espagne qui éclata en 1936 et la dictature de Franco qui suivit étouffèrent le design espagnol. Mais la mort de Franco en 1975 coïncida avec le déchaînement de forces créatives qui remirent Barcelone au premier plan du design international. Parmi les nouveaux designers figurait Javier Mariscal, qui retint l'attention du monde du design grâce à sa collection baptisée « Ameublement amoral » et qui conçut par la suite la mascotte « Cobi » pour les Jeux olympiques de 1992.

Dans les années 90, les designers barcelonais ont continué leur conquête du monde, s'imposant un peu partout. L'excellence de leurs œuvres est reconnue en Europe, aux Etats-Unis et au Japon, et certains observateurs pensent même que Barcelone éclipse Milan à cet égard.

Avec la progression vers l'Union européenne et l'importance croissante du design dans le commerce mondial, on peut penser que les designers barcelonais continueront d'innover dans la conception des objets utilitaires.